

LA « RADICALISATION » EST MOINS UN PROBLÈME QU'UNE SOLUTION

Apéro de l'éducation
ChanGements pour l'égalité

20 novembre 2025
François Rinschbergh (USL-B / CBAI (CRAcs))

« Faire une politique publique, ce n'est pas résoudre un problème mais **construire une nouvelle représentation des problèmes** qui met en place les conditions sociopolitiques de leur traitement par la société et structure par-là même l'action de l'État. »

(Muller et Surel, 1998, p. 31)

La lutte contre les bandes urbaines délaissée au profit du radicalisme

POLICE La situation est sous contrôle mais risque de dégénérer

► Top priorité de la police depuis 2013, les bandes urbaines ont été éloignées des projecteurs depuis les attentats.
► Une partie des effectifs de police qui assurent le suivi de ces groupes ont été déplacés.

Depuis plusieurs années, le phénomène des bandes urbaines bruxelloises était sur le devant de la scène. En novembre dernier, avec la sortie de *Black*, un film sur une histoire d'amour impossible avec des bandes urbaines en toile de fond, les projecteurs étaient à nouveau braqués sur celles-ci. A l'époque, c'était le Négatif Clan, une bande urbaine (lire par ailleurs) tour d'un groupe de lois, qui faisait les Un phénomène Au point qu'il a



france
culture

Grille des programmes

Podcast

"Violences urbaines" : un mot de la police qui s'est disséminé

Lundi 27 octobre 2025

LE M *diplom*

Mensuel - 28 pages

APRÈS LES BANDES ET LA RADICALISATION

Narcotrafic, un ennemi commode

Sitôt nommé, le nouveau ministre de l'intérieur français, M. Laurent Nuñez, ancien préfet de police de Paris, a annoncé que la « guerre contre les narcotrafiquants » serait une de ses deux priorités. Ce thème suscite des discours de plus en plus affolés, sur fond d'analogies avec l'Amérique latine. La question de la demande croissante de drogues semble moins passionner que la chasse aux pourvoyeurs.

PAR LAURENT BONELLI *

- Parler de « violence urbaine »,
ce n'est pas parler de « révolte ».
- Parler de « bandes urbaines »,
ce n'est pas parler de stigmatisation territoriale ou
de socialisation entre pairs.
- Parler de « narcotrafic »,
ce n'est pas parler de la demande sociale en
matière de drogue, ni des dynamiques
économiques, territoriales, politiques qui rendent
possible un marché clandestin.

La « radicalisation » : une notion largement contestée

- Une notion d'origine policière (Coolsaet, 2019)
- Une notion molle (Brie et Rambourg, 2017)
- Un « signifiant vide » (Fadil, de Koning et Ragazzi, 2019)
- Une notion stigmatisante (Kundnani, 2012)
- Une notion porteuse de soupçons (Brion et Guittet, 2017)



La « radicalisation » : une notion largement contestée

« Si vous êtes un peu indigné par votre situation sociale, c'est que vous n'êtes pas résilient, donc à surveiller. On ne sait pas grand-chose sur le processus de radicalisation mais on converge tout de même sur un point : le fait d'être ciblé produit de la radicalisation. C'est donc le serpent qui se mord la queue. Ces jeunes ont des griefs, donc ils sont dangereux, donc on le surveille et en les surveillant on leur confirme qu'ils ont bien raison d'avoir des griefs. »

(Brion, 2017)

Alors, à quoi sert la notion de « radicalisation » ?

Une recherche portant sur la trajectoire de cette notion dans la presse française fait état d'**un succès fulgurant** (malgré les critiques et la faible portée heuristique de la notion) :

« En 1999, seuls 184 articles de presse mentionnaient le terme radicalisation. En 2016, ils étaient plus de 10 000.
[...] En moyenne, en 2019, pas moins de 17 articles évoquaient le terme chaque jour. »

(Beunas, 2020)

Alors, à quoi sert la notion de « radicalisation » ?

- Une notion qui permet à un champ d'expertise d'exister
 - *En Belgique, le terrorisme tue en effet moins de gens qu'il n'en fait vivre...*
- Une notion qui dépolitise
 - *En individualisant et en psychologisant*
- Une notion qui décrédibilise
 - *Un « jeune radicalisé » (à la voie passive donc) n'est pas un « militant radical »*
- Une notion qui justifie le déploiement d'une action publique « globale »
 - *« Un réseau est nécessaire pour vaincre un réseau » (d'après l'OCAM)*

Les dispositifs de lutte contre la radicalisation visent à

« **mettre la main gauche [de l'État] au service de la main droite**, pour que celle-ci puisse faire usage – d'autres diraient "détourne" – des rapports de confiance sur lesquels se fonde le travail des services éducatifs, sociaux et de santé. On demande aux médecins, aux infirmiers.ères, aux enseignant.e.s, aux travailleurs.euses sociaux.les, de mettre les rapports de confiance qu'ils entretiennent avec leurs patient.e.s, leurs étudiant.e.s ou leurs client.e.s au service de la lutte contre la radicalisation. On demande aux représentant.e.s communautaires et religieux.ses d'utiliser la confiance que les membres des communautés placent en eux pour les surveiller et les signaler. On demande enfin aux familles, et aux mères en particulier, de mettre à profit les liens de confiance avec leurs enfants pour identifier de potentiels terroristes. En un mot, **on instille une logique de surveillance dans l'ensemble du corps social.** »

(Ragazzi, 2016, p. 157).

La radicalisation n'existe pas

...Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne soit rien (Esmili, 2019)

- Une notion à abandonner
...ou à utiliser avec prudence?
- Dont les cibles devraient être élargies
...ou plutôt restreintes?
- Une « demi-vérité » :
La « radicalisation » d'un jeune n'est peut-être qu'une (petite) partie du problème à traiter.
- Une notion à mobiliser au cas par cas, comme hypothèse d'intervention (à déconstruire, pour mieux la reconstruire)

Ressources bibliographiques mobilisées

(par ordre d'apparition dans la présentation)

- **Luc Van Campenhoudt** (1999). L'insécurité est moins un problème qu'une solution. In Ph. Mary (Ed.), *L'État face à l'insécurité : dérives politiques des années 90* (pp. 51-66). Labor.
- **Pierre Muller & Yves Surel** (1998). *L'analyse des politiques publiques*. Montchrestien.
- **Laurent Bonelli** (2025). Narcotrafic, un ennemi commode. Renouveau de l'imaginaire sécuritaire, *Le Monde diplomatique*, novembre 2025.
- **Rik Coolsaet** (2019). Radicalization: The origins and limits of a contested concept. In N. Fadil, M. de Koning, & F. Ragazzi (Eds.), *Radicalisation in Belgium and the Netherlands: Critical perspectives on violence and security* (pp. 29–51). I.B. Tauris.
- **Guillaume Brie & Cécile Rambourg** (2017). *Radicalisation et mystifications : réflexions sur la réappropriation scientifique d'une notion très problématique*. Les Mots sont Importants.
- **Nadia Fadil, Martijn de Koning, & Francesco Ragazzi** (Eds.), *Radicalisation in Belgium and the Netherlands: Critical perspectives on violence and security*. I.B. Tauris.
- **Arun Kundnani** (2012). Radicalisation : the journey of a concept. *Race & Class*, 54(2), 3-25.
- **Emmanuel-Pierre Guittet & Fabienne Brion** (2017). The new age of suspicion. In E. Ekhlund, A. Zevnik, & E.-P. Guittet (Eds.), *Politics of anxiety* (pp. 79-99). Rowman & Littlefield.
- **Fabienne Brion** interviewée par Vandemeulebroucke, M., dans « Radicalisation. La surveillance a pris le pas sur les politiques sociales », *Alter Echos*, n° 441/442, 23 mars 2017.
- **Clément Beunas** (2020). Qui sont les « radicalisés » au cœur de l'attention médiatique ?, *The Conversation*, septembre 2020.
- **Francesco Ragazzi** (2016). La lutte contre la radicalisation ou deux formes de la pensée magique. *Mouvements*, 88(4), 151-158.
- **Hamza Esmili** (2019). La radicalisation n'existe pas, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne soit rien : les sciences sociales à l'appui d'une nouvelle raison d'État. *Jef Klak*.